



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement  
DCPPAT / BICUPE / SIC / LL - n° 2023- **56**

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques et  
de l'Appui Territorial**

Arras, le **08 FEV. 2023**

**COMMUNE DE WAILLY-BEAUCAMP**  
-----

**SARL MATÉRIAUX SILICEUX DE LA SOMME (M.S.S)**  
-----

**Exploitation d'une carrière de sables et graviers**  
-----

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION**  
-----

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitement des matériaux de carrières ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2009, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles **R.516-1** et suivant du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques **2515, 2516, 2517** et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique **2760** de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles **R.541-43** et **R.541-46** du code de l'environnement ;

**Vu** la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;

**Vu** le schéma départemental des carrières du Pas-de-Calais ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2006 ayant autorisé la société VERMEULEN GRANULATS à exploiter une carrière de sables et graviers au Lieu-dit « Le Halloy », sur le territoire de la commune de WAILLY-BEAUCAMP ;

**Vu** l'arrêté préfectoral délivré le 1<sup>er</sup> octobre 2007 à la société OSCAR SAVREUX autorisant le transfert de l'autorisation délivrée à la société VERMEULEN GRANULATS pour l'exploitation de la carrière de sables et graviers au Lieu-dit « Le Halloy », sur le territoire de la commune de WAILLY-BEAUCAMP ;

**Vu** l'arrêté préfectoral délivré le 24 octobre 2011 à la SARL MATÉRIAUX SILICEUX DE LA SOMME autorisant le transfert de l'autorisation délivrée à la société OSCAR SAVREUX pour l'exploitation de la carrière de sables et graviers au Lieu-dit « Le Halloy », sur le territoire de la commune de WAILLY-BEAUCAMP ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2022-10-73 du 10 août 2022 portant délégation de signature ;

**Vu** la demande déposée en date du 27 janvier 2015 par laquelle la SARL MATÉRIAUX SILICEUX DE LA SOMME sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers sur la commune de WAILLY-BEAUCAMP au lieu dit "Le Halloy" pour une superficie de 13 ha 88 a 62 ca ;

**Vu** les plans, documents et renseignements ainsi que les études d'impact et de dangers joints au dossier Adéquat Environnement n° 7/AE20/15 V. 11/2021 ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles **R.181-18 à R.181-32** du code de l'environnement ;

**Vu** l'avis de M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 22 février 2021 ;

**Vu** l'avis de l'hydrogéologue agréé en date du 4 décembre 2021 ;

**Vu** l'avis de la Mission régionale de l'autorité environnementale de la région Hauts de France en date du 23 avril 2021 ;

**Vu** le mémoire en réponse de l'exploitant sur l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de la région Hauts-de-France en juin 2021 ;

**Vu** la décision du président du tribunal administratif de Lille en date du 24 janvier 2022 portant désignation du commissaire enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 25 janvier 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 30 jours du 14 février 2022 au 15 mars 2022 inclus sur le territoire des communes de WAILLY-BEAUCAMP, BOISJEAN, BUIRE-LE-SEC, CAMPIGNEULLES-LES-PETITES, CONCHILLE-TEMPLE, ÉCUIRES, LÉPINE, MAINTENAY et ROUSSENT ;

**Vu** les certificats des maires constatant que la publicité nécessaire a été donnée ;

**Vu** la publication en date du 28 janvier 2022, rappelée le 18 février 2022 de l'avis d'enquête publique dans deux journaux locaux « La Voix Du Nord » et « Nord Littoral » ;

**Vu** la saisine des communes concernées par le périmètre d'affichage en date du 25 janvier 2022 ;

**Vu** les délibérations des conseils municipaux des communes de CONCHIL-LE-TEMPLE et WAILLY-BEAUCAMP ;

**Vu** l'avis de M. le commissaire-enquêteur en date du 22 mars 2022 ;

**Vu** le rapport de M. le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement en date du 22 novembre 2022 ;

**Vu** l'envoi des propositions de l'inspection de l'environnement au pétitionnaire le 24 novembre 2022 ;

**Vu** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation spécialisée des carrières en date du 7 décembre 2022 à la séance de laquelle le pétitionnaire était présent ;

**Vu** la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de WAILLY-BEAUCAMP approuvée lors du conseil communautaire en date du 20 décembre 2022 dont la date d'opposabilité de la procédure est le **21 janvier 2023**, date de la dernière des mesures de transmission, de publicité ou d'affichage.

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article **L.181-3** du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article **L.511-1** du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

**Considérant** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application de l'article **L.512-2** du code de l'environnement et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

## **ARRÊTE**

## TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La SARL MATÉRIAUX SILICEUX DE LA SOMME dont le siège social est situé Zone Industrielle de la Garenne - 80120 RUE, ci-après désignée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le Lieu-dit « Le Halloy» 62170 WAILLY-BEAUCAMP, et les installations détaillées dans les articles ci-après.

#### Article 1.1.2 - Abrogation / Modification des prescriptions des actes antérieurs

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2006 susvisé sont abrogées à l'exception de celles de l'article 1 autorisant l'activité.

#### Article 1.1.3- Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants, relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration, sont applicables aux installations classées soumises à déclarations incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

### CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

#### Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

N° Rubriques	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
2510-1	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux  1. Exploitation de carrières,  à l'exception de celles visées au 5 et 6	Exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sables et graviers sur une surface autorisée de 13 ha 88 a 62 ca, dont 11 ha 50 ca voués à l'extraction et une profondeur de maximale de 10 m.  80 000 t/an en moyenne (avec maximum de 100 000 t/an) pour un total de gisement de 691 700 tonnes	A

N° Rubriques	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
2515-1b	<p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</p>	<p>Installation mobile de concassage-criblage d'une puissance maximum de 160 kW crible-scalpeur : 82 kW concasseurs : 77 kW</p>	D
2517	<p>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant inférieure à 5 000 m<sup>2</sup></p>	<p>Sur le carreau de la carrière, maintien en permanence d'une aire de transit d'environ 1 000 m<sup>2</sup> pour le déchargement et le stockage des matériaux durant 48 h avant mise en dépôt définitif. Stockage temporaire des matériaux traités en attente d'enlèvement sur 3 500 m<sup>2</sup></p>	NC
1434-1	<p>Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant inférieur à 5 m<sup>3</sup> /h</p>	<p>Débit de la pompe distributrice : 2,7 m<sup>3</sup> /h</p>	NC
1436	<p>Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 100 t</p>	<p>Citerne de 5 m<sup>3</sup> de GNR dans le conteneur technique</p>	NC

(1) A (Autorisation) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé).

### Article 1.2.2 – Situation de l'établissement

Les installations visées à l'article 1.1.2 reportées sur les plans annexés au présent arrêté sont situés sur la commune de WAILLY-BEAUCAMP, lieu-dit « Le Halloy » et parcelles suivantes :

L'autorisation d'exploiter porte sur le périmètre PA constitué des parcelles n° 14, 25 et 26 section ZC du cadastre de la commune de WAILLY-BEAUCAMP et représente une superficie de 138 862 m<sup>2</sup>. Il est repéré sur le plan joint qui constitue l'annexe I au présent arrêté.

À l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à extraction PE représente une superficie de 121 246 m<sup>2</sup>. Il est repéré sur le plan joint qui constitue l'annexe I au présent arrêté.

Commune	Références cadastrales	Superficie dans l'emprise de l'autorisation (PA)
WAILLY BEAUCAMP	ZC 14	123 030 m <sup>2</sup>
WAILLY BEAUCAMP	ZC 25	6 404 m <sup>2</sup>
WAILLY BEAUCAMP	ZC 26	9 455 m <sup>2</sup>
		138 862 m <sup>2</sup>

Sur les 13 ha 88 a 62 ca concernés par l'autorisation, 12 ha 12 a 46 ca constituent la superficie extractible et 1ha 76 a 16 ca la bande périphérique des 10 m inexploitable en limite d'emprise.

Sur les 12 ha 12 a 46 ca, seuls 5,12 ha restent à exploiter et 1,03 ha ont été réaménagés (remblayage partiel et plantations).

La parcelle ZC 25 ne sera ni défrichée ni exploitée.

### **Article 1.2.3 – Consistance des installations autorisées**

#### **Article 1.2.3.1 - Production autorisée**

Les tonnages maximaux annuels autorisés sont :

- 80 000 t avec un maximum à 100 000 t tonnes pour l'extraction
- 80 000 t pour le traitement des matériaux.

#### **Article 1.2.3.2 - Quantité maximale de matériaux extraits autorisée**

Le gisement total de matériaux non traités (hors découverte) restant à extraire est de 691 700 t de sables et graviers sur la durée de l'autorisation.

Les matériaux extraits (et traités) commercialisables représentent 307 400 m<sup>3</sup> soit 555 300 t.

#### **Article 1.2.3.3 - Droit de propriété**

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles mentionnées à l'article 1.2.2.

## **CHAPITRE 1.3 – DURÉE DE L'AUTORISATION**

### **Article 1.3.1 – Durée de l'autorisation**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 10 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée limite concerne également les installations non visées par la rubrique **2510** de la nomenclature des installations classées.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation.

L'extraction ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

La durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de région en application des articles R.523-1, R.523-4 et R.523-17 du code du patrimoine.

Afin de déterminer la durée d'interruption de cette autorisation, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées une copie des documents suivants lorsque les terrains concernés sont libres de toute contrainte archéologique :

- l'arrêté préfectoral prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique ;
- la décision ou non de fouilles archéologiques ;
- le cas échéant, l'arrêté de prescriptions de fouille ;
- l'attestation de libération des terrains.

## **CHAPITRE 1.4 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

### **Article 1.4.1 – Conformité**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état, par phases coordonnées, conformément à :

- l'étude d'impact,
- au phasage d'exploitation annexé au présent arrêté,
- aux prescriptions du chapitre 2.4 Remise en état
- aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande complété en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.5 – GARANTIES FINANCIÈRES**

### **Article 1.5.1 – Périmètre des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté et prévues à l'article **R.516-1** du code de l'environnement, s'appliquent pour les activités visées par la rubrique **2510** de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état maximale du site.

Ces garanties financières, qui n'ont pas vocation à indemniser les tiers qui auraient été victimes des activités exercées dans l'établissement, feront l'objet des mesures prévues à l'article **R.516-2** du code de l'environnement.

#### **Article 1.5.2 – Montant des garanties financières**

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas explicatifs pour le calcul des garanties financières, joints en annexe 2, présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant de référence des garanties financières, figurant dans le tableau ci-dessous, est établi selon le mode de calcul forfaitaire de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié susvisé (carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle). Les termes S1, S2, S3 sont définis par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié susvisé.

<b>Phase</b>	<b>Période considérée</b>	<b>Montant de référence de la garantie financière (en euros TTC) pour l'établissement d'un acte de cautionnement, ce montant doit être actualisé suivant le dernier indice TP01 connu</b>	<b>Surface maximale à remettre en état durant la période considérée (en hectares)</b>
<b>1</b>	de la date de notification du présent arrêté à 5 ans après cette date	<b>336447</b>	S1 = 0,5 S2 = 6,98 S3=0,73
<b>2</b>	de 5 ans après la date de notification du présent arrêté à 10 ans après cette date	<b>315543</b>	S1 = 0,5 S2 = 6,222 S3=0,48

#### **Article 1.5.3 – Établissement des garanties financières**

Avant le début d'exploitation et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 et conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté précité ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

#### **Article 1.5.4 – Renouvellement des garanties financières**

L'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles **R.516-1** et suivants du code de l'environnement.



### Article 1.5.5 – Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus, égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à quinze pour cent de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le montant des garanties financières fixé à l'article 1.5.2 ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 base 100 de référence est l'indice 102,3 correspondant au mois de juillet de l'année 2016.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice, interviendra au début de la période de travaux telle que définie à l'article 1.5.1 ci-dessus. Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié susvisé, à savoir :

$$C_n = C_r \times \frac{Index_n}{Index_r} \times \frac{1 + TVA_n}{1 + TVA_r}$$

$C_r$  : le montant de référence des garanties financières ;

$C_n$  : le montant des garanties financières à provisionner l'année  $n$  et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

$Index_n$  : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

$Index_r$  : indice TP01 de mai 2009 (616,50) ;

$TVA_n$  : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

$TVA_r$  : taux de la TVA applicable en mai 2009 (0,196).

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 1.5.8 ci-dessous.

### Article 1.5.6 – Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

En particulier, lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

#### **Article 1.5.7 – Appel de garanties financières**

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article **L.514-1** du code de l'environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

#### **Article 1.5.8 – Absence des garanties financières**

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article **L.171-8** du code de l'environnement.

Conformément à l'article **L.171-9** dudit code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article **L.514-11** du code de l'environnement.

#### **Article 1.5.9 – Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation conforme est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles **R.512-39-1 à R.512-39-3** du code de l'environnement par l'inspection de l'environnement qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

### **CHAPITRE 1.6 -MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **Article 1.6.1 –Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 1.6.2 – Mise à jour des études d'impact et de danger**

Les études d'impact et de danger sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article **R.512-33** du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **Article 1.6.3 – Changement d'exploitant**

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation préfectorale préalable en application de l'article **R.516-1** du code de l'environnement. La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée par le nouvel exploitant au Préfet comprend :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières ;
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

### **Article 1.6.4 – Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures de l'article **R.512-39-1** du code de l'environnement pour l'application des articles **R.512-39-2 à R.512-39-5** du même code, l'usage à prendre en compte est à vocation naturelle.

Au moins six mois avant l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt.

La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article **L.511-1** du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les usages prévus au premier alinéa du présent article.

Au moins un an avant l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant devra établir un programme de remise en état du site et son entretien qui devra respecter les mesures d'entretien et compensatoires prévues dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation et s'engager dans la durée visant à pérenniser les mesures.

## CHAPITRE 1.7 -ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

### Article 1.7.1 – Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement, les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Références des textes
09/02/04	Arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié susvisé le 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.
23/01/97	Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
22/09/94	Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.
31/01/08	Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.
30/06/97	Arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique <b>2515</b> : "Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels".

## CHAPITRE 1.8 -RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

### Article 1.8.1 – Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales et la réglementation sur les équipements sous pression.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

la présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

### Article 1.8.2 – Archéologie préventive

Conformément à l'article **R.512-29** du code de l'environnement, la réalisation des travaux de la carrière est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques édictées par le Préfet de région.

Lorsque ces prescriptions auront été respectées, l'exploitant doit transmettre au Préfet l'attestation délivrée par le Préfet de région qui justifie de l'accomplissement des prescriptions de diagnostic et de fouilles.

Une copie de cette attestation doit également être transmise à l'inspection de l'environnement.

## **CHAPITRE 1.9 – VÉRIFICATION DES ÉMISSIONS ET LEURS EFFETS**

### **Article 1.9.1 – Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection de l'environnement peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Ils seront exécutés par un organisme tiers, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection de l'environnement en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées.

Tous les frais occasionnés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

---

## **TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 2.1 – OBJECTIFS GÉNÉRAUX**

Les carrières et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les Meilleures Techniques Disponibles économiquement acceptables (M.T.D) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### **Article 2.1.1 – Aménagements préliminaires**

##### **Article 2.1.1.1 - Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

##### **Article 2.1.1.2 - Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1.1, l'exploitant est tenu de placer :

- Les bornes [ABCD...] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté. Pour les alignements visuels en ligne droite, les bornes seront placées au plus tous les 50 m afin d'identifier aisément le périmètre PA.
- Un piquetage [1,2,3] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur le plan joint en annexe 1 au présent arrêté.
- Une borne de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après.

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes ainsi que leur visibilité en toutes circonstances et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection de l'environnement, la position de chaque borne est repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II étendu ou Lambert 93.

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1.1, l'exploitant installe une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent autour de toutes les zones dangereuses des travaux d'exploitation, notamment les accès aux fronts d'exploitation.

### **Article 2.1.1.3 - Eaux de ruissellement**

Avant le début de l'exploitation, un réseau de dérivation constitué de merlons et/ou de fossés empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. L'écoulement de ces eaux se fait à travers les bois longeant la carrière.

### **Article 2.1.1.4 - Accès à la voie publique**

Avant le début de l'exploitation, l'accès à la voirie publique est aménagé de sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Les camions entrant ou sortant de la carrière doivent emprunter impérativement l'itinéraire suivant: tronçon du chemin rural n°6 dit « Chemin de Puits Bérault » puis le chemin rural n°14 dit « Chemin des Bois » pour rejoindre la R.D 142 et inversement.

L'exploitant en informe les transporteurs venant sur le site en leur fournissant un plan d'accès au site et cette obligation est rappelée aux transporteurs tout au long du cheminement au sein de la carrière par des panneaux.

L'exploitant prend toute disposition nécessaire afin de maintenir en état la voie publique en sortie du site :

- nettoyage de la chaussée en cas de salissures engendrées par l'activité de la carrière,
- entretien des portions de routes empruntées en cas de dégradations occasionnées par les camions issus de la carrière,
- vérification du respect des limites de Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) et Poids Total Roulant Autorisé (PTRA) fixées par le Code de la Route lors du chargement des camions.

Avant le début de l'exploitation, une convention entre l'exploitant et la commune de WAILLY-BEAUCAMP est établie. Elle fixe les conditions et la périodicité de l'entretien des chemins empruntés ainsi que les signalisations horizontales et verticales et les aménagements des chemins d'accès depuis la liaison à la R.D 142 permettant le croisement des véhicules sans risque pour la sécurité publique. Ces dernières sont définies en liaison avec le gestionnaire de la voirie et conforme avec la réglementation en vigueur.

### **Article 2.1.2 – Mise en service de la carrière**

La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements préliminaires tels qu'ils sont précisés à l'article **2.1.1** ci-dessus sont achevés ;
- le document justifiant de la constitution des garanties financières précisés à l'article **1.5.3** est transmis au préfet ;

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de WAILLY-BEAUCAMP la mise en service de l'installation.

## **CHAPITRE 2.2 – MODALITÉS D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS**

### **Article 2.2.1 – Technique de décapage**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. En particulier, le décapage est coordonné à l'avancée de l'exploitation de manière à limiter les surfaces décapées inutiles.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère d'une épaisseur moyenne de 25 cm aux stériles.

L'horizon humifère représentant un volume global de 12 800 m<sup>3</sup> est stocké temporairement sous forme de merlons sur la bande des 10 m inexploitée en limite d'extraction pour la remise en état des lieux.

Des sables argileux représentant une quantité totale de 138 400 t sont également stockés pour être réutilisés dans leur totalité pour la rectification des fronts et le profilage du fond de forme dans le cadre de la remise en état final du site. L'exploitant informe l'inspection de l'environnement annuellement des volumes précités mis en stock.

### **Article 2.2.2 – Patrimoine archéologique**

Les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion des travaux, doivent, immédiatement, être signalées au maire de la commune, lequel préviendra la direction régionale des affaires culturelles des Hauts-de-France (article L.114-3 à L.114-5 et L.531-14 du code du patrimoine).

### **Article 2.2.3 – Organisation de l'extraction**

L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 10 m dont :

- 0,1 à 0,3 m de terre végétale,
- 0,2 à 10 m de sables, sables argileux plus ou moins mélangés à des silex.

Elle ne peut être réalisée au-dessous de la cote NGF de + 38 mètres.

### **Article 2.2.4 – Phasage prévisionnel**

L'exploitation de la surface autorisée doit être conduite en 9 phases comme décrite dans la demande d'autorisation.

<b>Phase</b>	<b>Superficie en m<sup>2</sup></b>
0- 2022	8770
1-2023	9070
2-2024	6945
3-2025	5830
4-2026	5025
5-2027	4445
6-2028	4445
7-2029	4445
8-2030	4445
9-2031	6420



### **Article 2.2.5 – Distances limites et zones de protection**

Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette bande ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

### **Article 2.2.6 – Fonctionnement de la carrière**

Les périodes d'exploitation de la carrière (extraction et fonctionnement des installations de traitement) sont les suivantes : 8h00 à 12h30 et de 13h00 à 17h00 du lundi au vendredi hors jours fériés.

### **Article 2.2.7 – Évacuation des matériaux**

L'acheminement des matériaux d'extraction bruts et des déchets inertes réceptionnés sur site pour la remise en état vers l'installation de traitement se fait par l'intermédiaire des pistes de circulation internes.

L'entrée et la sortie de la carrière se font par l'itinéraire décrit à l'article 2.1.1.4.

### **Article 2.2.8 – Gestion des matériaux extérieurs**

L'apport de déchets est interdit sur le site, hormis dans le cadre du remblaiement partiel du site tel que décrit à l'article 2.4.2 du présent arrêté.

#### **Article 2.2.8.1 – Liste des matériaux acceptés sur le site**

Peuvent être admis sur la carrière éventuellement en mélanges, uniquement les déchets inertes repris ci-dessous et issus de chantiers de terrassement des Hauts de France dans le respect du Plan Régional de Gestion des déchets du BTP :

Code déchet	Descriptions	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés ne provenant pas de sites contaminés
17 01 02	Briques	
17 01 03	Tuiles et céramiques	
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant des sites contaminés

L'acceptation de tout autre matériau ou déchet est interdite.

Il est interdit de procéder à une dilution ou un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

#### **Article 2.2.8.2 – Traçabilité et contrôle des apports**

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande en préalable au producteur des déchets un bordereau de suivi indiquant

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe 1 de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception, comprenant le document préalable, complété avec la quantité admise, la date et l'heure de l'acceptation, est délivré au producteur.

Dans le cas contraire, le motif de refus est notifié.

Un exemplaire original du bordereau de suivi est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant dès l'entrée avant déchargement au niveau de la bascule, puis lors du déchargement des camions sur la zone de stockage pour les matériaux à recycler, et à côté de la zone à remettre en état pour les remblais (jamais directement dans la fouille, mais sur une zone de dépotage).

En cas de non-conformité, le camion est rechargé et renvoyé.

Une vérification supplémentaire est effectuée pour les remblais, lors de la mise en forme des matériaux. Si besoin, les matériaux impropres qui n'auraient pas été repérés dès le départ (bois, plastiques, ferraille) sont triés et évacués vers un centre de tri approprié.

#### **Article 2.2.8.3 – Registre et plans**

L'exploitant tient à jour un registre d'admission dans lequel sont consignés pour chaque déchargement :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe I] de l'article **R.541-8** du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;

- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs ;
- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

L'exploitant tient à jour un plan topographique, permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur les documents écrits.

Ce registre et ce plan sont conservés pendant au moins trois ans et tenu à disposition de l'inspecteur de l'environnement.

## **Article 2.2.9 – Consignes et plans d'exploitation**

### **Article 2.2.9.1 – Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **Article 2.2.9.2 – Plan d'exploitation**

L'exploitant établit un plan à l'échelle 1/1000°. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bornes visées à l'article 2.1.2.2 ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les voies de circulation ;
- les installations fixes de toutes natures (bascule, locaux, installations de traitement ...) ;
- les limites du périmètre extractibles visées à l'article 1.2.2 ;
- les zones de stockages de produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
- la position des éléments de surface visés à l'article 2.2.5 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Toutes les altimétries sont fournies en NGF (nivellement général de la France ) système IGN69.

Toutes les profondeurs sont complétées par leur altimétrie IGN69.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Ce plan est adressé à l'issue de la première phase quinquennale, à l'inspection de l'environnement, avec les indications permettant d'assurer le suivi des travaux de remise en état.

#### **Article 2.2.9.3 – Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière**

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.

### **CHAPITRE 2.3 – PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT**

#### **Article 2.3.1 – Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Toute la périphérie des terrains du site doit être entourée d'un merlon et toutes les dispositions doivent être prises pour empêcher une communication d'eau entre la carrière et le réseau de fossés extérieurs.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux inertes externes.

Les matériaux de négoce et les produits finis sont stockés dans le périmètre des installations de traitement des matériaux.

Des mesures adaptées doivent être mises en œuvre contre la prolifération des espèces végétales invasives.

### **Article 2.3.2 – Impact sur le milieu naturel : Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts**

#### **Mesures d'évitement :**

Mesure E1 : Aucun défrichement dans la partie boisée section ZC 25.

Mesure E2 : Aucun travail en période nocturne.

Mesure E3 : Décapages hors période de nidification des oiseaux terricoles (soit d'octobre à février).

#### **Mesures de réduction des impacts :**

Mesure R1 : Recherche et suppression des espèces invasives.

Mesure R2 : Recherche tous les trois ans d'espèces végétales et animales indicatives.

#### **Mesure d'accompagnement**

Un suivi du reboisement des terrains remblayés est réalisé par la Coopérative forestière après chaque campagne de plantations.

## **CHAPITRE 2.4 – REMISE EN ÉTAT**

### **Article 2.4.1 – Conditions de remise en état**

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article **L.511** du code de l'Environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au-delà du délai de 9 ans et 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et plans de phasage annexés au présent arrêté (annexe 3).

Conformément à l'étude d'impact, la remise en état comporte, les principales dispositions suivantes :

- mise en sécurité des fronts de taille par purge de tout élément instable, talutage des fronts à une pente voisine de 20° (mesurés à compter de l'horizontale) au besoin par une partie des matériaux sableux extraits,
- nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après remise en état du site,
- remblayage partiel de l'excavation sur une épaisseur de 1 mètre à l'aide de matériaux sableux et stériles issus du site et de matériaux externes inertes pour adoucir les fronts de taille à une pente de 1 Vertical pour 3 Horizontal et profiler l'ensemble du site, nivellement puis régalaage sur une épaisseur minimale de 0,25 m, des terres végétales de découverte et nivellement final avant plantations dans le respect des préconisations de la coopérative forestière Nord Seine Forêt,
- insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site de boisement de la totalité de l'emprise exploitée.

#### Article 2.4.2 – Remblayage

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et souterraines ainsi que les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Un panneau à l'entrée du site indique la liste des déchets admissibles et rappelle que le remblayage ne peut être réalisé que par des matériaux préalablement triés.

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite à l'article 2.2.8.1 du présent arrêté, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'apport de déchets inertes doit être achevé 6 mois avant l'échéance de l'autorisation de carrière. Il est également limité dans les conditions suivantes :

Quantités maximales en moyenne annuelle	Quantités totales sur la durée de l'autorisation
1 500 m <sup>3</sup>	10 000 m <sup>3</sup> à 30 000 m <sup>3</sup>

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes (au sens de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé) internes à l'exploitation de la carrière sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local,
- Les déchets inertes externes qui entrent dans les catégories suivantes qui sont admissibles sous réserve que l'exploitant s'assure avant l'admission de ces déchets :
  - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les Meilleures Technologies Disponibles (M.T.D) à un coût économiquement acceptable ;
  - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés.

Code déchet	Descriptions	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de construction et de démolition triés ne provenant pas de sites contaminés
17 01 02	Briques	
17 01 03	Tuiles et céramiques	
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant des sites contaminés

Outre les prescriptions réglementaires de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé et des articles 1 et 9 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres, l'exploitant tient à jour un plan topographique coté en plan et en altitude permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans une alvéole de stockage est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

L'exploitation des secteurs à remblayer et des plate-formes d'accueil et tri des déchets est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

Un recouvrement des remblais de déchets inertes est effectué à l'aide de terres de découverte sur une épaisseur permettant de procéder aux aménagements écologiques.

## CHAPITRE 2.5 – DÉCLARATION ANNUELLE

### Article 2.5.1 – Enquête annuelle carrière

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique **2510-1** de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration GEREP (<https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/gerrep>).

## **CHAPITRE 2.6 – INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **Article 2.6.1 – Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article **L.511-1** du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection de l'environnement, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection de l'environnement. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection de l'environnement.

## **CHAPITRE 2.7 – RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

### **Article 2.7.1 – Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection de l'environnement sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement sur le site durant 5 années au minimum.



## CHAPITRE 2.8 – RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### Article 2.8.1 – Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection de l'environnement

L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
<b>Articles 1.5.3 &amp; 1.5.4</b>	Attestation de constitution de garanties financières mentionnée à l'article 1.5.2	6 mois avant la fin de la période quinquennale, ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de l'indice TP01
<b>Article 1.6.4</b>	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
<b>Article 1.6.4</b>	Programme de remise en état	1 an avant la date de cessation d'activité
<b>Article 1.6.4</b>	Arrêt définitif : plan final et reportage photographique de remise en état	À l'échéance de l'arrêté préfectoral
<b>Article 2.1.2</b>	Notification de la mise en service (Attestation de constitution de garanties financières et aménagement préliminaires).	Préalablement à la mise en service de la carrière
<b>Article 2.2.9.2</b>	Plan d'exploitation	À la fin d'une période quinquennale
<b>Article 2.2.9.3</b>	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans
<b>Article 2.3.2</b>	Bilan du suivi faune/flore et des actions à venir	À la fin d'une période quinquennale
<b>Article 2.5.1</b>	Déclaration des émissions polluantes et des déchets	Avant le 31 mars de l'année suivante.
<b>Article 2.6.1</b>	Rapport d'accident	Au plus 15 jours après l'évènement

---

## **TITRE 3 - PRÉVENTION DES RISQUES**

---

### **CHAPITRE 3.1 – GÉNÉRALITÉS**

#### **Article 3.1.1 – Propreté de l'installation et de ses abords**

l'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **Article 3.1.2 – Contrôles des accès**

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public.

En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place sur tout le périmètre et autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé.

Les retenues d'eau et bassins à boues présents sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et signalées par panonceaux rappelant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).

#### **Article 3.1.3 – Circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

### **CHAPITRE 3.2 – MOYENS DE SECOURS**

#### **Article 3.2.1 – Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant dispose d'extincteurs en nombre et capacité appropriés aux risques. Ces appareils sont judicieusement répartis, visibles, accessibles en toutes circonstances et repérés au moyen de panneaux indestructibles.

Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie et notamment le local technique, sont dotés d'au moins un extincteur approprié aux risques.

Un extincteur mobile de 50 kg est placé à proximité de la zone de carburant.

Une réserve incendie est disponible au sein des 3 bassins de rétention des eaux pluviales totalisant 1000m<sup>3</sup>. Ces points d'eau sont signalés et réceptionnés par le SDIS 62.

Une réserve de sable et une pelle sont mises en place à proximité du stockage carburant.

L'exploitant dispose sur le site, pendant les heures d'activité, d'un moyen d'alerte des services de secours et forme le personnel à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas de sinistre.

L'exploitant établit et affiche dans les différents locaux, des consignes de sécurité indiquant :

La conduite à tenir en cas d'incendie ;

les modalités d'appel des Sapeurs-Pompiers (tél. 18) ;

l'évacuation du personnel (système d'alarme sonore) ;

la première attaque du feu ;

les mesures pour faciliter l'intervention des secours extérieurs (ouverture des portes, désignation d'un guide).

### **Article 3.2.2 – Aménagements et signalisation**

L'exploitant signale les organes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, fuel...) par des plaques indicatrices de manœuvres et prévoit l'accueil et le guidage des sapeurs-pompiers sur site.

L'accès au bâtiment est assuré par une voie engins qui devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- largeur minimale : 3 mètres ;
- hauteur disponible : 3,50 mètres ;
- force portante : calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- rayon de braquage intérieur minimal dans les virages : 11 mètres ;
- Surlargeur dans les virages :  $S = 15/R$  pour des virages de rayon R inférieur à 50 mètres ;
- pente inférieure à 15%.

## **CHAPITRE 3.3 – DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

### **Article 3.3.1 – Installations électriques**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du Travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

## **CHAPITRE 3.4 – DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **Article 3.4.1 – Rétention et confinement**

I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée. Les eaux et liquides récupérés sont éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet.

Le volume de rétention disponible en cas de fuite sur l'aire de ravitaillement respecte les règles de calcul mentionnées au point II ci-dessous.

Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé à partir d'une cuve double paroi de 5 m<sup>3</sup> de GNR installée dans un container atelier, à l'aide d'un pistolet de distribution muni d'un système d'arrêt automatique anti reflux.

L'aire de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixant ou en produits absorbants appropriés, permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés dans des endroits visibles, facilement accessibles, proches du poste de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

Chaque équipement de travail mobile évoluant sur la zone d'extraction, est équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures.

L'entretien léger (graissage, vidange) des engins de chantier est réalisé sur l'aire étanche ; les autres opérations d'entretien ainsi que les réparations sont réalisées en dehors du site.

**II.** Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 1 000 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 1 000 l.

**III.** La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques.

Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement et des services d'incendie et de secours.

## **CHAPITRE 3.5 – DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

### **Article 3.5.1 – Travaux**

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

---

## **TITRE 4 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

---

### **CHAPITRE 4.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 4.1.1 – Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité, notamment par :

- la limitation de la vitesse des véhicules à 30 km/h sur la voie d'accès et sur la carrière ;
- l'arrosage régulier des voies par temps sec et venteux de façon à limiter les envols de poussières ;
- l'entretien des aires de circulation afin d'éviter la présence de tout nid de poule ;
- le bâchage des véhicules de transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Le cas échéant, l'installation de traitement est dotée d'un dispositif d'aspersion d'eau destiné à réduire les envols de poussières.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont mis en place avant la sortie du site .

Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé PA visé à l'article 1.1.1 est réalisé dans le respect des limites de Poids Total Autorisé en Charge (P.T.A.C) et Poids Total Roulant Autorisé (P.T.R.A) fixées par le code de la route.

Le brûlage à l'air libre est interdit

#### **Article 4.1.2 – Émissions diffuses et envol de poussières**

Si besoin, les stockages de produits pulvérulents sont confinés (silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

### **CHAPITRE 4.2 - ODEURS**

Lorsqu'il existe des sources potentielles d'odeur de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement par exemple).

---

## **TITRE 5 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 5.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que de projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'inspecteur de l'environnement.

L'exploitant doit établir un plan d'alerte et de résorption de la pollution en cas de déversement accidentel de produits liquides polluants pour l'eau ou d'incendie dans la carrière et ses abords.

La procédure d'alerte doit notamment prévoir l'information en temps réel du syndicat des eaux de LEPINE, BOISJEAN et ROUSSENT.

### **CHAPITRE 5.2 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **Article 5.2.1 – Prélèvement d'eau**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

L'eau utilisée dans l'établissement destinée aux usages sanitaires provient du réseau public de distribution d'eau potable.

L'eau utilisée pour l'arrosage des pistes et voies d'accès provient des 3 bassins de rétention des eaux pluviales totalisant 1000m<sup>3</sup> qui servent également de réserve incendie.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection de l'environnement.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

### **CHAPITRE 5.3 – REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX**

#### **Article 5.3.1 – Identification des effluents**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales ruisselant sur l'aire étanche de ravitaillement des engins ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches...

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

#### **Article 5.3.2 – Rejets d'eau dans le milieu naturel**

L'exploitation de la carrière ne nécessite pas de traitement des matériaux donnant lieu à un rejet d'eau de procédé.

Tout rejet d'eau hors du périmètre d'autorisation PA défini à l'article 1.1.1 et à l'annexe I du présent arrêté est interdit.

Les rejets d'eaux vannes sont interdits. Les sanitaires présents sur le site sont chimiques, dépourvus d'exutoire et régulièrement remplacés par une entreprise spécialisée.

Les eaux exclusivement pluviales sont collectées et infiltrées dans des fossés aménagés le long des pistes de la carrière.

Les eaux pluviales ruisselant sur l'aire étanche de ravitaillement des engins (y compris les eaux de lavage des engins) transitent par un séparateur hydrocarbure muni d'un dispositif à obturation automatique avant rejet dans les 3 bassins de rétention étanches (totalisant 1000m<sup>3</sup>). Après surverse, ces eaux sont dirigées vers une dépression pour infiltration dans le milieu naturel.

#### **Article 5.3.3 – Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction inertes**

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction inertes ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

Les eaux de ruissellement sur les zones de stockage des matériaux sont dirigées gravitairement vers les 3 bassins étanches de rétention (totalisant 1000m<sup>3</sup>). Après surverse, ces eaux sont dirigées vers une dépression pour infiltration dans le milieu naturel.

### **CHAPITRE 5.4 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

#### **Article 5.4.1 – Implantation des piézomètres**

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation d'un piézomètre se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

Tout déplacement de piézomètre est porté à la connaissance de l'inspection de l'environnement.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.



#### **Article 5.4.2 – Réseau de surveillance**

Le réseau de surveillance se compose de 2 ouvrages : P2 situé à l'amont hydraulique de la carrière (coordonnées géographiques N 50°23'56.0" - E 1°44'47,9") et P1 situé à l'aval hydraulique de la carrière (coordonnées géographiques N 50°23'58.9" - E 1°44'42,2") .

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en Annexe 4.

#### **Article 5.4.3 – Suivi piézométrique**

Un suivi piézométrique semestriel en périodes de hautes eaux (de mars à avril) et basses eaux (d'octobre à novembre) des eaux souterraines est réalisé sur les piézomètres figurant à l'Annexe 4.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés à minima, la date du relevé, l'ouvrage et la hauteur de la nappe en m. Toutes les altimétries sont fournies en NGF (nivellement général de la France ) système IGN69.

Toutes les profondeurs sont complétées par leur altimétrie IGN69.

#### **Article 5.4.4 – Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines**

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants :

- pH, température, conductivité, MES, DCO, BETEX, hydrocarbures totaux, Oxygène dissous.

Une mesure des paramètres effectuée semestriellement en période de hautes et basses eaux sur des prélèvements réalisés sur les piézomètres figurant à l'annexe 5.

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Les résultats d'analyses commentés doivent être mis à la disposition de l'inspecteur de l'environnement. Toute anomalie lui est signalée sans délai.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine, par tous les moyens utiles, si ces activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur de l'environnement du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les modalités de surveillance telles que les paramètres à surveiller, la fréquence des prélèvements, etc. pourront être aménagées ou adaptées au vu des résultats d'analyses prévus ci-dessus.

/

## TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 6.1.1 – Aménagements

L'installation sur le site est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### Article 6.1.2 – Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, mis sur le marché après le 4 mai 2002, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles **R.571-1 à R.571-24** du code de l'environnement et sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

#### Article 6.1.3 – Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### Article 6.2.1 – Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou Egal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les points de contrôle B, C, D, E et F sont définis en annexe 5 du présent arrêté.

Les zones à émergence réglementée sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

#### **Article 6.2.2 – Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous pour les différentes périodes de la journée :

Emplacement	Niveau limite de bruit admissible en dB(A)	
Désignation	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
en limite du périmètre autorisé (P.A)	70 dB(A)	Pas d'activité

Le point de contrôle A est défini en annexe 5 du présent arrêté.

#### **Article 6.2.3 – Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les mesures sont renouvelées tous les 3 ans.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection de l'environnement accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

---

## TITRE 7 - DÉCHETS

---

### CHAPITRE 7.1 – PRINCIPES DE GESTION

#### Article 7.1.1 – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

L'exploitant organise la gestion des déchets en respectant la hiérarchie des modes de traitement définie au 2° de l'article **L.541-1** du code de l'environnement.

#### Article 7.1.2 – Limitation de la production de déchets – Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans les filières spécifiques.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles **R.543-3** et suivants du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles relatifs à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination **R.543-129 à R.543-135** du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles **R.543-137 à R.543-151** du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

La gestion des déchets issus de l'exploitation de la carrière est traitée à l'article **7.1.6** ci-dessous.

#### Article 7.1.3 – Conception et exploitation des installations de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées.

#### Article 7.1.4 – Traitement des déchets

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article **L.511-1** du code de l'environnement. Il s'assure que les installations visées à l'article **L.511-1** du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Il veille à la tenue des registres et à l'émission des bordereaux prévus par les articles **R.541-42 à R.541-48** du code de l'environnement.

## **Article 7.1.5 – Transports des déchets**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application des articles **R.541-42 à R.541-48** du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets **R.541-49 à R.541-61** du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection de l'environnement.

## **Article 7.1.6 – Déchets issus de l'exploitation de la carrière**

### **Article 7.1.6.1 – Caractéristiques des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière**

Les installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière sont les endroits choisis pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins de décantation.

Les terres de découverte, les stériles et les résidus inertes issus du traitement des matériaux extraits des carrières sont considérés comme des déchets inertes et des terres non polluées, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

En particulier, les déchets concernés ici sont des opérations de découverte (terres et stériles).

Ces déchets sont déposés pendant une période supérieure à trois ans mais sont remis à terme dans l'excavation dans le cadre de la remise en état, il ne s'agit donc pas d'installation de stockage des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière au sens de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé mais il s'agit bien de déchets inertes et terres non polluées au sens de cet arrêté ministériel.

### **Article 7.1.6.2 – Gestion des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière**

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets issus de son exploitation et utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

## TITRE 8 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION

### CHAPITRE 8.1 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

#### Article 8.1.1 - Délais et voie de recours

Conformément à l'article **L.181-17** au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille cedex, dans les délais prévus à l'article **R.181 - 50** du même code :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté lui a été notifié ;  
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article **L.181-3** du code de l'environnement, **dans un délai de quatre mois à compter de :**

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article **R.181-44** dudit code ;  
- b) La publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État du département du Pas-de-Calais, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus du présent article.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours Citoyen" accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 8.1.2 – Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de WAILLY-BEAUCAMP et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en mairies de BOISJEAN, BUIRE-LE-SEC, CAMPIGNEULLES-LES-PETITES, CONCHIL-LE-TEMPLE, ÉCUIRES, LÉPINE, MAINTENAY et ROUSSENT pendant une durée minimale d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires de ces communes.

Ce même arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais.

#### Article 8.1.3 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-préfet de MONTREUIL-SUR-MER et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur de la S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME et dont une copie sera transmise au maire de WAILLY-BEAUCAMP.

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Alain CASTANIER

Copies destinées à :

- S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME – Zone Industrielle de la Garenne – Route de la Canteraine - 80120 RUE
- Sous-préfecture de MONTREUIL-SUR-MER
- Mairies de WAILLY-BEAUCAMP, BOISJEAN, BUIRE-LE-SEC, CAMPIGNEULLES-LES-PETITES, CONCHIL-LE-TEMPLE, ÉCUIRES, LÉPINE, MAINTENAY et ROUSSENT
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (U.D du littoral)
- Dossier
- Chrono

